

Het verzoek om goedkeuring wordt langs de elektronische weg verzonden en bevat alle gegevens vereist in artikel 31, § 1, van Verordening 600/2012 ter rechtvaardiging van het verzoek. Het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » stuurt uiterlijk binnen vijf dagen een bericht van ontvangst langs de elektronische weg aan de exploitant en aan de verificateur.

Het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » verzoekt de exploitant of de verificateur om de aanvullende gegevens die nodig zijn voor de goedkeuring van het verzoek. De exploitant of de verificateur verstrekt de aanvullende gegevens binnen de termijn die het Agentschap bepaalt.

Het « Agence wallonne de l'Air et du Climat » stuurt zijn besluit tot goedkeuring of tot weigering van goedkeuring langs de elektronische weg aan de exploitant en aan de verificateur binnen een termijn van één en twintig dagen die ingaat op de datum waarop het verzoek in ontvangst genomen heeft.

In het geval van installaties met een laag emissieniveau zoals bedoeld in artikel 47, § 2, van Verordening 601/2012 waarvoor, overeenkomstig artikel 31, § 2, van Verordening 600/2012, de goedkeuring van het « Agence de wallonne de l'Air et du Climat » niet verkregen moet worden om geen locatiebezoek uit te voeren, beoordeelt de verificateur of de voorwaarden omschreven in artikel 31, § 1, van Verordening 600/2012 nageleefd worden alvorens te beslissen geen locatiebezoek uit te voeren. ».

Art. 3. Artikel 2 is van toepassing op de verificatie van de rapportage van de emissies die vanaf 1 januari 2015 plaatsvinden.

Art. 4. De Minister van Leefmilieu is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2015.

De Minister-President,
P. MAGNETTE

De Minister van Leefmilieu, Ruimtelijke Ordening, Mobiliteit, Vervoer, Luchthavens en Dierenwelzijn,
C. DI ANTONIO

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202983]

17 JUIN 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon autorisant la Société wallonne du Crédit social à exercer les activités du Fonds de réduction du coût global de l'énergie et organisant le remboursement du capital et des intérêts dus à l'Agence fédérale de la Dette

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des Communautés et des Régions, élargissement de l'autonomie fiscale des régions et financement des nouvelles compétences, en particulier les articles 79, § 2 et 82, § 1^{er};

Vu la loi du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution, en particulier les articles 20 et 21;

Vu le Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, en particulier les articles 23, 175.2, § 2, et 175.3;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 fixant les conditions d'intervention de la Région dans la suppression de la charge d'intérêt des prêts octroyés par les entités locales ou les personnes morales conventionnées avec le Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 15 mars 2015;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 30 avril 2015;

Vu le rapport établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis n^o 57.483/4 du Conseil d'Etat, donné le 20 mai 2015, en application de l'article 84,

§ 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973;

Considérant que les droits et obligations du Fonds de réduction du coût global de l'énergie ont été transférés aux Régions en date du 1^{er} juillet 2014 par l'article 79, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 2014 portant réforme du financement des Communautés et des Régions, élargissement de l'autonomie fiscale et financement des nouvelles compétences;

Considérant que le Fonds de réduction du coût global de l'énergie a été dissous en date du 1^{er} janvier 2015 par l'article 20 de la loi du 6 janvier 2014 relative à la sixième réforme de l'Etat concernant les matières visées à l'article 78 de la Constitution;

Considérant que l'article 3 du protocole du 15 mai 2014 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la régionalisation du Fonds de réduction du coût global de l'énergie et la période transitoire s'étendant du 1^{er} juillet 2014 au 31 décembre 2014 inclus prévoit qu'à partir du 1^{er} juillet 2014, les Régions sont subrogées aux droits et obligations du FRCE qui sont attribuables aux Régions sur la base du critère territorial;

Considérant que l'article 4 du même protocole prévoit, d'une part, que les Régions sont subrogées aux droits et obligations du Fonds de réduction du coût global de l'énergie à l'égard de l'Agence fédérale de la Dette, chacune proportionnellement à sa part et, d'autre part, que les Régions s'engagent à s'acquitter, chacune pour sa part, aux différentes dates et échéances, du paiement de la charge d'intérêt et du remboursement du capital emprunté;

Considérant que l'article 6 du même protocole prévoit que les Régions désignent l'entité régionale chargée de poursuivre à l'échelle régionale les activités du Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

Considérant l'arrêté royal du 1^{er} juillet 2006 établissant le contrat de gestion du Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

Considérant l'arrêté royal du 2 juin 2006 portant définition du groupe cible des personnes les plus démunies du Fonds de réduction du coût global de l'énergie;

Considérant les décisions suivantes du Conseil d'administration de la Société wallonne du Crédit social :

- décision du 10 avril 2014 relative à la proposition d'intégrer le FRCE à la SWCS;

- décision du 12 juin 2014 marquant accord à la conclusion d'une convention cadre entre la SWCS et le Fonds de Participation dont l'objectif est de permettre de définir, si et au moment où la SWCS est choisie comme réceptacle pour le FRCE, les modalités de collaboration entre les deux organismes en 2015;

- décision du 15 janvier 2015 chargeant la directrice générale de solliciter auprès du Ministre de tutelle le budget nécessaire à la poursuite des activités du FRCE au niveau wallon;

Considérant que par courrier du 11 décembre 2014, la directrice générale de la Société wallonne du Crédit social sollicite du Gouvernement, en vertu de l'article 175.2, § 2, du Code wallon du Logement et de l'Habitat durable, l'autorisation pour la Société wallonne du Crédit social « d'assurer au niveau de la SWCS la continuité des activités du FRCE pour ce qui concerne la partie wallonne de celles-ci. »;

Sur la proposition du Ministre du Logement;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. La Société wallonne du Crédit social, ci-après « la Société », est autorisée à assurer les activités du Fonds de réduction du coût global de l'énergie, ci-après « le Fonds ».

Art. 2. Une subvention d'un montant équivalent à la part de la Région dans les intérêts dus pour l'année en cours à l'Agence fédérale de la Dette, par la subrogation dans les droits et obligations du Fonds, est allouée annuellement à la Société.

La Société rembourse les intérêts aux échéances contractuelles prévues.

Art. 3. A partir de l'année 2017, le montant équivalent à la part de la Région dans le capital dû à l'Agence fédérale de la Dette, par la subrogation dans les droits et obligations du Fonds, est à charge de la Société.

Les montants de remboursement en capital sont couverts par les créances en cours ou acquises, à partir du 1^{er} janvier 2015, par la Société à l'égard des entités locales, au sens de l'article 2, 6^o, du contrat de gestion du 1^{er} juillet 2006 du Fonds.

Art. 4. L'arrêté du Gouvernement wallon du 17 février 2011 fixant les conditions d'intervention de la Région dans la suppression de la charge d'intérêt des prêts octroyés par les entités locales ou les personnes morales conventionnées avec le Fonds de réduction du coût global de l'énergie, modifié par les arrêtés des 8 décembre 2011 et 16 février 2012, est abrogé.

Art. 5. Le Ministre du Logement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 17 juin 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre des Pouvoirs locaux, de la Ville, du Logement et de l'Energie,

P. FURLAN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202983]

17. JUNI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung, durch den der "Société wallonne du Crédit social" (Wallonische Sozialkreditgesellschaft) erlaubt wird, die Tätigkeiten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten auszuüben, und zur Organisation der Rückzahlung des Kapitals und der Interessen, die der Schuld-Agentur geschuldet werden

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 zur Reform der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, zur Erweiterung der steuerlichen Autonomie der Regionen und zur Finanzierung der neuen Zuständigkeiten, insbesondere der Artikel 79 § 2 und 82 § 1;

Aufgrund des Gesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform in Bezug auf die in Artikel 78 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten, insbesondere der Artikel 20 und 21;

Aufgrund des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse, insbesondere der Artikel 23 175.2 § 2 und 175.3;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region an der Abschaffung der Zinslast der durch die lokalen Einrichtungen oder juristische Personen, die mit dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten durch ein Abkommen gebunden sind, gewährten Darlehen;

Aufgrund des am 15. März 2015 abgegebenen Gutachtens der Finanzinspektion;

Aufgrund des am 30. April 2015 gegebenen Einverständnisses des Ministers des Haushalts;

Aufgrund des gemäß Artikel 3 2^o des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben erstellten Berichts;

Aufgrund des am 20. Mai 2015 in Anwendung des Artikels 84, § 1, Absatz 2 1^o der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat abgegebenen Gutachtens des Staatsrats Nr. 57.483/4;

In der Erwägung, dass die Rechte und Pflichten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten auf die Regionen am 1. Juli 2014 durch Artikel 79 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 2014 zur Reform der Finanzierung der Gemeinschaften und Regionen, zur Erweiterung der steuerlichen Autonomie der Regionen und zur Finanzierung der neuen Zuständigkeiten übertragen wurden;

In der Erwägung, dass der Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten am 1. Januar 2015 durch Artikel 20 des Gesetzes vom 6. Januar 2014 über die Sechste Staatsreform in Bezug auf die in Artikel 78 der Verfassung erwähnten Angelegenheiten aufgelöst wurde;

In der Erwägung, dass Artikel 3 des Protokolls vom 15. Mai 2014 zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Region, der Wallonischen Region und der Region Brüssel-Hauptstadt bezüglich der Regionalisierung des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten und der Übergangsperiode vom 1. Juli 2014 bis zum 31. Dezember 2014 einschließlich vorsieht, dass ab dem 1. Juli 2014 die Regionen in die Rechte und Pflichten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten eintreten, die den Regionen aufgrund des territorialen Kriteriums zuzuweisen sind;

In der Erwägung, dass Artikel 4 desselben Protokolls vorsieht, dass die Regionen, jede proportional zu ihrem Anteil in die Rechte und Pflichten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gegenüber der Föderalen Schuld-Agentur eintreten, einerseits, und dass die Regionen sich verpflichten, jede für ihren Anteil, an den verschiedenen Daten und Fälligkeitsterminen die Zahlung der Zinslast und die Tilgung des geliehenen Kapitals vorzunehmen, andererseits;

In der Erwägung, dass Artikel 6 desselben Protokolls vorsieht, dass die Regionen bestimmen, welche regionale Körperschaft mit der Ausübung der Tätigkeiten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten auf regionaler Ebene beauftragt wird;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 1. Juli 2006 zur Festlegung des Verwaltungsvertrags des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten;

In Erwägung des Königlichen Erlasses vom 2. Juni 2006 zur Festlegung der Zielgruppe der Bedürftigsten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten;

Aufgrund der folgenden Beschlüsse des Verwaltungsrates der "Société wallonne du crédit social";

- Beschluss vom 10. April 2014 über den Vorschlag der Eingliederung des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten in die "Société wallonne du crédit social";

- Beschluss vom 12. Juni 2014 zur Zustimmung zum Abschluss eines Rahmenabkommens zwischen der SWCS und dem Beitragsfonds, mit dem Ziel, wenn und wann die SWCS als Einrichtung für die Eingliederung des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten gewählt wird, die Modalitäten für die Zusammenarbeit zwischen den beiden Einrichtungen im Jahre 2015 zu bestimmen;

- Beschluss vom 15. Januar 2015, durch den die Generaldirektorin beauftragt wird, beim Aufsichtsminister die zur Ausführung der Tätigkeiten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten notwendigen Haushaltsmittel zu beantragen;

In der Erwägung, dass die Generaldirektorin der "Société wallonne du crédit social" durch ein Schreiben vom 11. Dezember 2014 bei der Regierung aufgrund von Artikel 175.2, § 2 des Wallonischen Gesetzbuches über das Wohnungswesen und die Nachhaltigkeit der Wohnverhältnisse die Erlaubnis für die "Société wallonne du crédit social" beantragt, "auf Ebene der SWCS die Kontinuität der Tätigkeiten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten zu gewährleisten, was den wallonischen Teil dieser Tätigkeiten betrifft.";

Auf Vorschlag des Ministers für Wohnungswesen;

Nach Beratung,

Beschließt:

Artikel 1 - Der "Société wallonne du crédit social", nachstehend "die Gesellschaft" genannt, wird erlaubt, die Tätigkeiten des Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten, nachstehend "der Fonds" genannt, zu gewährleisten.

Art. 2 - Es wird der Gesellschaft jährlich ein Zuschuss gewährt, dessen Betrag dem Anteil der Region in den aufgrund des Eintritts in die Rechte und Pflichten des Fonds der Föderalen Schuld-Agentur für das laufende Jahr geschuldeten Zinsen entspricht.

Die Gesellschaft zahlt die Zinsen an den vertraglich vorgesehenen Fälligkeitsdaten zurück.

Art. 3 - Ab dem Jahr 2017 geht der Betrag, der dem Anteil der Region in dem aufgrund des Eintritts in die Rechte und Pflichten des Fonds der Föderalen Schuld-Agentur für das laufende Jahr geschuldeten Kapital entspricht, zu Lasten der Gesellschaft.

Die Beträge der Kapitaltilgung werden durch die laufenden oder die ab dem 1. Januar 2015 von der Gesellschaft gegenüber den lokalen Einrichtungen im Sinne von Artikel 2, 6° des Verwaltungsvertrags vom 1. Juli 2006 des Fonds erworbenen Forderungen gedeckt.

Art. 4 - Der Erlass der Wallonischen Regierung vom 17. Februar 2011 zur Festsetzung der Bedingungen für die Beteiligung der Region an der Abschaffung der Zinslast der durch die lokalen Einrichtungen oder juristische Personen, die mit dem Fonds zur Senkung der Gesamtenergiekosten durch ein Abkommen gebunden sind, gewährten Darlehen, abgeändert durch die Erlasse vom 8. Dezember 2011 und vom 16. Februar 2012, wird aufgehoben.

Art. 5 - Der Minister für Wohnungswesen wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 17. Juni 2015

Der Minister-Präsident,
P. MAGNETTE

Der Minister für lokale Behörden, Städte, Wohnungswesen und Energie,
P. FURLAN

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2015/202983]

17 JUNI 2015. — Besluit van de Waalse Regering waarbij de "Société wallonne de Crédit social" (Waalse Sociale Kredietmaatschappij) gemachtigd wordt om de activiteiten van het Fonds ter reductie van de globale energiekost uit te oefenen en tot organisatie van de terugbetaling van het kapitaal en van de verschuldigde renten aan het Federaal Schuldagentschap

De Waalse Regering,

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden, inzonderheid op de artikelen 79, § 2 en 82, § 1;

Gelet op de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet, inzonderheid op de artikelen 20 en 21;

Gelet op het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen, inzonderheid op de artikelen 23, 175.2, § 2, en 175.3;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 tot bepaling van de voorwaarden voor de tegemoetkoming van het Gewest in de afschaffing van de rentelast voor de leningen toegestaan door de plaatselijke besturen of de rechtspersonen die een overeenkomst gesloten hebben met het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 15 maart 2015;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 30 april 2015;

Gelet op het verslag, opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het advies nr.57.483/4 van de Raad van State, uitgebracht op 20 mei 2015, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Overwegende dat de rechten en verplichtingen van het Fonds ter reductie van de globale energiekost bij artikel 79, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 2014 tot hervorming van de financiering van de gemeenschappen en de gewesten, tot uitbreiding van de fiscale autonomie van de gewesten en tot financiering van de nieuwe bevoegdheden op 1 juli 2014 overgedragen zijn aan de Gewesten;

Overwegende dat het Fonds ter reductie van de globale energiekost op 1 januari 2015 ontbonden is bij artikel 20 van de bijzondere wet van 6 januari 2014 met betrekking tot de Zesde Staatshervorming inzake de aangelegenheden bedoeld in artikel 78 van de Grondwet;

Overwegende dat artikel 3 van het protocol van 15 mei 2014 tussen de Federale Staat, het Vlaamse Gewest, het Waalse Gewest en het Brussels Hoofdstedelijk Gewest betreffende de regionalisering van het Fonds ter reductie van de globale energiekost en de overgangperiode gaande van 1 juli 2014 tot en 31 december 2014 bepaalt dat de Gewesten vanaf 1 juli 2014 gesubrogeerd worden in de rechten en verplichtingen van het Fonds ter reductie van de globale energiekost, die op basis van het territoriaal criterium aan de Gewesten toekenbaar zijn;

Overwegende dat artikel 4 van hetzelfde protocol bepaalt, enerzijds, dat de Gewesten, ieder naar evenredigheid van zijn aandeel, gesubrogeerd worden in de rechten en verplichtingen van het Fonds ter reductie van de globale energiekost ten opzichte van het Federaal Schuldagentschap en, anderzijds, dat de Gewesten, ieder voor zijn aandeel, zich ertoe verplichten op de verschillende data en vervaltermijnen de rentelast te betalen en het geleende kapitaal terug te betalen;

Overwegende dat artikel 6 van hetzelfde protocol bepaalt dat de Gewesten de gewestelijke entiteit aanwijzen die ermee belast wordt de activiteiten van het Fonds ter reductie van de globale energiekost op een gewestelijke schaal voort te zetten;

Gelet op het koninklijk besluit van 1 juli 2006 tot vaststelling van het beheerscontract van het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

Gelet op het koninklijk besluit van 2 juni 2006 houdende de definitie van de doelgroep van de meest behoeftigen van het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

Gelet op de volgende beslissingen van de Raad van bestuur van de "Société wallonne du Crédit social":

- beslissing van 10 april 2014 betreffende het voorstel om het Fonds ter reductie van de globale energiekost in de "SWCS" op te nemen;

- beslissing van 12 juni 2014 tot instemming met het sluiten van een kaderovereenkomst tussen de "SWCS" en het Participatiefonds met als doel de samenwerkingsmodaliteiten tussen de twee organen in 2015 te bepalen als en wanneer de "SWCS" gekozen wordt als verzamelplaats voor het Fonds ter reductie van de globale energiekost;

- beslissing van 15 januari 2015 waarmee de directeur-generaal ermee belast wordt de nodige begroting voor de voortzetting van de activiteiten van het Fonds ter reductie van de globale energiekost op Waals niveau aan de voogdijminister te verzoeken;

Overwegende dat de directeur-generaal van de "Société wallonne du Crédit social" per schrijven van 11 december 2014 de Regering verzoekt om krachtens artikel 175.2, § 2, van het Waalse Wetboek van Huisvesting en Duurzaam Wonen de "Société wallonne du Crédit social" te machtigen om "op het niveau van de "SWCS" te zorgen voor de continuïteit van de activiteiten van het Fonds ter reductie van de globale energiekost voor het Waalse gedeelte";

Op de voordracht van de Minister van Huisvesting;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. De "Société wallonne du Crédit social", hierna "de Maatschappij" wordt ertoe gemachtigd om de activiteiten van het Fonds ter reductie van de globale energiekost, hierna "het Fonds" uit te oefenen.

Art. 2. Er wordt jaarlijks aan de Maatschappij een toelage toegekend, waarvan het bedrag overeenstemt met het aandeel van het Gewest in de voor het lopende jaar verschuldigde renten aan het Federaal Schuldagentschap via de indeplaatsstelling in de rechten en verplichtingen van het Fonds.

De Maatschappij betaalt de renten op de voorgeschreven contractuele vervaldagen terug.

Art. 3. Vanaf het jaar 2017 is het bedrag overeenstemmend met het aandeel van het Gewest in de voor het lopende jaar verschuldigde renten aan het Federaal Schuldagentschap via de indeplaatsstelling in de rechten en verplichtingen van het Fonds ten laste van de Maatschappij.

De bedragen van de terugbetaling in kapitaal worden gedekt door de schuldvorderingen die lopend zijn of die vanaf 1 januari 2015 ontvangen worden door de Maatschappij ten opzichte van de plaatselijke entiteiten, in de zin van artikel 2, 6°, van het beheerscontract van 1 juli 2006 van het Fonds.

Art. 4. Het besluit van de Waalse Regering van 17 februari 2011 tot bepaling van de voorwaarden voor de tegemoetkoming van het Gewest in de afschaffing van de rentelast voor de leningen toegestaan door de plaatselijke besturen of de rechtspersonen die een overeenkomst gesloten hebben met het Fonds ter reductie van de globale energiekost, gewijzigd bij de besluiten van 8 december 2011 en 16 februari 2012 wordt opgeheven.

Art. 5. De Minister van Huisvesting is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 17 juni 2015.

De Minister-President,

P. MAGNETTE

De Minister van Plaatselijke Besturen, Stedenbeleid, Huisvesting en Energie,

P. FURLAN

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2015/202984]

**17 JUIN 2015. — Arrêté du Gouvernement wallon
approuvant le programme communal de développement rural de la commune de Floreffe**

Le Gouvernement wallon,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, l'article 1^{er}, § 3;

Vu le décret du 6 juin 1991 relatif au développement rural;

Vu la délibération du conseil communal de Floreffe du 26 janvier 2015 adoptant le projet de programme communal de développement rural;

Vu l'avis de la Commission régionale d'Aménagement du territoire du 17 avril 2015;

Considérant que la commune de Floreffe ne peut supporter seule le coût des acquisitions et travaux nécessaires;
Sur proposition du Ministre de la Ruralité,

Arrête :

Article 1^{er}. Le programme communal de développement rural de la commune de Floreffe est approuvé pour une période de dix ans prenant cours à la date de signature du présent arrêté.

Art. 2. Des subventions peuvent être accordées à la commune pour l'exécution de son opération de développement rural.

Art. 3. Ces subventions sont accordées dans les limites des crédits budgétaires annuellement disponibles à cet effet et aux conditions fixées par voie de convention par le Ministre de la Ruralité.

Art. 4. Le taux de subvention est fixé à maximum 80 % du coût des acquisitions et des travaux nécessaires à l'exécution de l'opération, frais accessoires compris.

Art. 5. La commune est tenue de solliciter les subventions prévues en vertu des dispositions légales et réglementaires en vigueur.

Art. 6. Le Ministre de la Ruralité est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Art. 7. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa signature.

Namur, le 17 juin 2015.

Le Ministre-Président,

P. MAGNETTE

Le Ministre de l'Agriculture, de la Nature, de la Ruralité,
du Tourisme et des Infrastructures sportives, délégué à la Représentation à la Grande Région

R. COLLIN

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[2015/202984]

**17. JUNI 2015 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Genehmigung
des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung der Gemeinde Floreffe**

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen, Artikel 1 § 3;

Aufgrund des Dekrets vom 6. Juni 1991 über die ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Beschlusses des Gemeinderates von Floreffe vom 26. Januar 2015 zur Verabschiedung des Entwurfs des gemeindlichen Programms für ländliche Entwicklung;

Aufgrund des Gutachtens des Regionalausschusses für Raumordnung vom 17. April 2015;